



**PRÉFET
D'INDRE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26, rue des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 02/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PIGEON GRANULATS LOIRE ANJOU

54 avenue de l'Atlantique
CS 50309
53000 Laval

Références : 2025-654_RAPVI PIGEON GRANULATS LOIRE ANJOU
Code AIOT : 0010009140

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/09/2025 dans l'établissement PIGEON GRANULATS LOIRE ANJOU implanté Les Bois Guillains 37370 BEAUMONT-LOUESTAULT. L'inspection a été annoncée le 03/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PIGEON GRANULATS LOIRE ANJOU
- Les Bois Guillains 37370 BEAUMONT-LOUESTAULT
- Code AIOT : 0010009140
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de sables située au lieu-dit "Les Bois Guillains" sur la commune de Beaumont-Louestault est exploitée sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°21 333 du 9 juillet 2024 (renouvellement et extension). La durée d'autorisation est de 30 ans pour l'ensemble des parcelles concernées. L'exploitant actuel de la carrière est la société Pigeon Granulats Loire Anjou. La production maximale annuelle autorisée est de 300 000 tonnes de matériaux extraits.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Suivi annuel d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 09/07/2024, article 2.10.2	/	Demande d'action corrective	60 jours
4	Clôture	Arrêté Préfectoral du 09/07/2024, article 8.2.7	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	60 jours
6	Fréquence et modalités de l'autosurveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 09/07/2024, article 4.6.2.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	60 jours
7	Forage AEP de Marray	Arrêté Préfectoral du 09/07/2024, article 4.1.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	60 jours
8	Consommation en eau	Arrêté Préfectoral du 09/07/2024, article 4.1.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	60 jours
11	Stockage de floculants	Arrêté Préfectoral du 09/07/2024, article 9.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	60 jours
17	Procédure d'acceptation préalable des déchets inertes	Arrêté Préfectoral du 09/07/2024, article 1.7.7.4.3	/	Demande d'action corrective	60 jours
18	Accusé de réception des déchets inertes	Arrêté Préfectoral du 09/07/2024, article 1.7.7.4.3	/	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	inertes				

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Quantité extraite	Arrêté Préfectoral du 09/07/2024, article 1.2.3	/	Sans objet
3	Cote d'extraction	Arrêté Préfectoral du 09/07/2024, article 2.1.4.5	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
5	Réseau de surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 09/07/2024, article 4.6.2.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
9	Diagnostic des prélèvements et rejets	AP Complémentaire du 24/05/2024, article 4	/	Sans objet
10	Bassins de décantation et d'eaux claires	Arrêté Préfectoral du 09/07/2024, article 9.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
12	Suivi des retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 09/07/2024, article 3.2.1	/	Sans objet
13	Déchets inertes admissibles	Arrêté Préfectoral du 09/07/2024, article 1.7.7.4.2	/	Sans objet
14	Justification des sources d'approvisionnement	Arrêté Préfectoral du 09/07/2024, article 1.7.7.4.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
15	Quantité admise de	Arrêté Préfectoral du 09/07/2024,	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	déchets inertes	article 1.7.7.4.2		
16	Procédure d'admission écrite	Arrêté Préfectoral du 09/07/2024, article 1.7.7.4.3	/	Sans objet
19	Traçabilité des terres excavées	Code de l'environnement du 25/09/2025, article R.541-43-1	/	Sans objet
20	Plan de remblayage	Arrêté Préfectoral du 09/07/2024, article 1.7.7.4.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de la visite d'inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Quantité extraite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2024, article 1.2.3
Thème(s) : Autre, Exploitation
Prescription contrôlée : Les matériaux extraits de la carrière sont des sables fins sénoniens. La production maximale de matériaux extraits de la carrière est de 300 000 tonnes / an (avec une moyenne de 250 000 tonnes/an).
Constats : Les quantités de matériaux extraits annuellement, déclarées par l'exploitant sur GEREP, sont les suivantes : - 2024 : 55 781 tonnes de sable extra siliceux ; - 2023 : 43 410 tonnes de sable extra siliceux - 2022 : 48 650 tonnes de sable extra siliceux - 2021 : 44 800 tonnes de sable extra siliceux. Les quantités maximales et moyennes prescrites par l'article sus-visé sont respectées. Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué avoir eu une production de plus de 70 000 tonnes entre novembre 2024 et août 2025, et a précisé que l'activité s'était développée.
<u>Pas d'écart constaté.</u>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Suivi annuel d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2024, article 2.10.2
Thème(s) : Autre, Exploitation
Prescription contrôlée : <p>Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être dressé chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage ;- les bords de la fouille ;- les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état ;- l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes ;- les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière ;- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;- le positionnement des fronts ;- la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection. <p>Les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités.</p> <p>Un rapport annuel d'exploitation présentant les quantités extraites, les volumes de remblais amenés, la synthèse des contrôles périodiques effectués dans l'année (bruit, eau, vibrations, etc.), les accidents et tous les faits marquants de l'exploitation est annexé au plan sus- nommé.</p> <p>Ce plan et ses annexes sont transmis chaque année avant le 1er février à l'inspection des installations classées.</p>
Constats : <p>Par courrier du 8 avril 2025, l'exploitant a transmis le plan d'exploitation mis à jour au 10 octobre 2024. Par courriel du 16 mai 2025, l'exploitant a transmis le rapport d'exploitation pour l'année 2024. L'échéance de transmission n'est pas respectée.</p> <p>Du fait du périmètre d'autorisation, le plan d'exploitation se présente en deux parties :</p> <ul style="list-style-type: none">- Un premier plan représentant le périmètre renouvelé, avec l'ensemble des paramètres prescrits par le plan sus-visé ;- Un deuxième plan représentant le périmètre de l'extension associé à la limite d'extraction, aux abords et aux bornes. <p>Le rapport annuel d'exploitation présente :</p> <ul style="list-style-type: none">- Les quantités de matériaux extraits (hors stériles) ;- Les quantités de remblais entrants ;- L'absence d'accident ou de fait marquant ;- Les différentes actions qui ont été réalisées en 2024 (par ex : remplacement des bungalows existants ...) et un historique des anciennes ;- Le nouveau planning de suivi environnemental (avec pour chaque matrice, la surveillance et la

<p>fréquence à appliquer) - Le plan des points de mesures.</p> <p>Une annexe relative au suivi environnemental annuel est jointe au rapport annuel. Celle-ci synthétise pour chaque suivi (eaux superficielles, eaux souterraines, bruit, poussières ...) les résultats des mesures effectuées, associés à des commentaires.</p> <p><u>Le plan d'exploitation et ses annexes n'ont pas été transmis avant le 1er février.</u></p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 3 : Cote d'extraction

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2024, article 2.1.4.5</p>
<p>Thème(s) : Autre, Conditions d'exploitation</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 24/10/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 01/04/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le carreau de la carrière a pour cote minimal 123 m NGF. L'extraction est effectuée à sec, au moyen d'une pelle hydraulique ou d'une chargeuse, sur une épaisseur maximale de 15 mètres (dont 13,5 mètres en moyenne de gisement).</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection précédente du 24 octobre 2024, le respect de la côte minimale d'extraction de 123 m NGF n'avait pas pu être vérifié (absence de plan d'exploitation mis à jour postérieurement à l'arrêté préfectoral de renouvellement et d'extension, la cote d'extraction de l'autorisation précédente étant de 120 m NGF).</p> <p>Par courrier du 8 avril 2025, l'exploitant a transmis le plan d'exploitation mis à jour au 10 octobre 2024 et a précisé qu'une limite a été tracée sur ce plan pour délimiter les côtes de fond de fouille entre l'ancien et le nouvel arrêté préfectoral d'autorisation.</p>

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté une cote minimale de 123,95 mNGF au niveau de la zone en cours d'extraction (identifiée en rouge sur le plan). L'exploitant a précisé que la zone d'extraction actuelle n'est plus la même que celle du plan (du fait de l'avancement de l'exploitation).
Le prochain relevé topographique (par drone) est prévu pour le mois d'octobre.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Clôture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2024, article 8.2.7

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 24/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 01/04/2025

Prescription contrôlée :

L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture efficace implantée au minimum à 10 m des bords de l'excavation, ou tout autre dispositif équivalent (ex : merlon de deux mètres ne débouchant pas directement sur les bords de l'excavation).

Constats :

Suite à la visite d'inspection précédente du 24 octobre 2024, il était attendu que l'exploitant se positionne sur un échéancier pour la mise en conformité de la hauteur des merlons (respect des 2 mètres) et qu'il justifie de l'absence de perte agronomique des terres végétales.

Par courrier du 8 avril 2025, l'exploitant a indiqué que le merlon périphérique Ouest de la zone d'extraction sera déplacé en lisière ouest pendant la période autorisée, soit entre le 15 août et le 15 novembre 2025. Par ailleurs, il a notifié que la justification de l'absence de perte agronomique des terres végétales mises en merlon sera réalisée par comparaison à la terre végétale sur site qui n'a pas encore été déplacée (six échantillons étant en cours d'analyses).

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a fourni le rapport en date du 3 juin 2025 relative à la caractérisation agronomique d'un sol. Six échantillons de sols (dont trois provenant du merlon faisant l'objet du présent constat) ont été analysés (par un laboratoire agréé par le Ministère de l'Agriculture). Les analyses n'ont pas mis en évidence de différence de qualité, le rapport conclut que les échantillons peuvent être qualifiés de "terre issue d'horizons de surface humifères ou d'horizons profonds pouvant être mélangée avec des matières minérales".

Concernant le déplacement du merlon périphérique Ouest, l'exploitant a indiqué que celui-ci n'a pas encore été réalisé mais qu'il est prévu d'ici la fin novembre. L'exploitant a précisé qu'il ferait attention à prendre en compte la hauteur maximale de 2 mètres pour le futur merlon.

Le déplacement du merlon et le respect des 2 mètres de hauteur de stockage, en vue de la conservation des caractéristiques agronomiques des terres végétales, seront à justifier.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 5 : Réseau de surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2024, article 4.6.2.1

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 24/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 01/04/2025

Prescription contrôlée :

Le réseau de surveillance se compose des ouvrages suivants :

Statut	N ° B S S de l'ouvrage	Localisation par rapport au site (amont ou aval)	Aquifère capté (superficiel ou profond), masse d'eau	Profondeur de l'ouvrage
O u v r a g e e x i s t a n t	BSS001DRQA	Piézomètre 1 - Sud	Nappe libre du Cénomanién	82 m
O u v r a g e e x i s t a n t	En cours de réalisation	Piézomètre 2 - Nord	Nappe libre du Turonien	81 m
O u v r a g e à	A obtenir (*)	A déterminer	A confirmer par	A définir

implanter			l'exploitant	
O u v r a g e à i m p l a n t e r	A obtenir (*)	A déterminer	A confirmer par l'exploitant	A définir

La localisation des ouvrages est précisée sur le plan joint en annexe. Le plan est actualisé à chaque création de nouveaux ouvrages de surveillance.

Constats :

Lors de la visite d'inspection précédente du 24 octobre 2024, il avait été constaté que les piézomètres Est et Ouest n'avaient pas été implantés (constat initial du 06/11/2023). Il était attendu que les rapports de fin de travaux soient transmis à l'Inspection.

Par courrier du 8 avril 2025, l'exploitant a indiqué que la commande pour la création des deux piézomètres complémentaires a été passée le 26 septembre 2024 et que les travaux sont prévus en juin 2025. Il a précisé que les rapports de foration seraient transmis suite aux travaux.

Par courriel du 29 août 2025, l'exploitant a transmis les rapports de fin de travaux pour les piézomètres n°3 et n°4. Selon ces rapports, les profondeurs de ces ouvrages sont respectivement de 82 mètres pour le piézomètre 3 et de 80 mètres pour le piézomètre 4.

L'exploitant a également fourni les récépissés de déclaration de ces nouveaux ouvrages à la BSS.

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a fourni les numéros BSS de ces deux nouveaux piézomètres. Il n'a cependant pas été en mesure de confirmer la nappe captée par ceux-ci (détermination en cours).

Le piézomètre n°4 a été vu au cours de la visite du site. Celui-ci était capoté, cadénassé et présentait une dalle béton en son pieds. Le numéro BSS n'était pas indiqué dessus mais l'exploitant a précisé avoir l'étiquette en sa possession.

Il conviendra que l'exploitant notifie l'identification des aquifères captés par ces deux piézomètre dans le porter à connaissance qui sera déposé d'ici la fin de l'année (cf. constat " Stockage de floculants").

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Fréquence et modalités de l'autosurveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2024, article 4.6.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 24/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 01/04/2025

Prescription contrôlée :

En chaque point du réseau de surveillance, des échantillons sont prélevés tous les semestres (un prélèvement en période de hautes eaux et un en période de basses eaux). Les mesures sont réalisées par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés. Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement. L'exploitant fait analyser les paramètres suivants, avec les fréquences associées : cf. tableau dans AP.

L'exploitant joint alors aux résultats d'analyse un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements et l(s) sens d'écoulement de la nappe, avec une localisation des piézomètres.

Constats :

Lors de la visite d'inspection précédente du 24 octobre 2024, il avait été constaté que la carte indiquant les iso-pièzes et le sens d'écoulement de la nappe n'était pas intégrée au rapport de suivi des eaux souterraines et que les concentrations mises en évidence pour le paramètre MES n'étaient pas justifiées. Par ailleurs, il était attendu que les conclusions de la vérification des piézomètres existants soient notifiées à l'Inspection et que le respect de la fréquence semestrielle pour le paramètre « Acrylamides » soit justifié.

Par courrier du 8 avril 2025, l'exploitant a rappelé la présence des trois aquifères, a fourni le schéma les représentant et le tableau des relevés des niveaux piézométriques de 2024. Il a précisé que ces éléments seront inclus dans le rapport annuel. Par ailleurs, l'exploitant a indiqué qu'un nettoyage des piézomètres va être réalisé en juin 2025 (pour les concentrations en MES) et que le paramètre « Acrylamide » a été ajouté en suivi semestriel sur le planning environnemental.

Lors de la visite d'inspection, il a été indiqué à l'exploitant que le schéma représentant les trois aquifères ne répond pas à ce qui est attendu d'une carte représentant les iso-pièzes. L'exploitant a précisé qu'il devrait être en capacité de la fournir une fois que sera défini la nappe captée par les deux nouveaux piézomètres.

Le rapport de suivi des eaux souterraines, relatif aux prélèvements du 10 mars 2025, a été consulté. Le paramètre acrylamide a bien été mesuré.

Concernant le paramètre MES, les concentrations mesurées présentent toujours un écart (4 mg/L pour le PZ1 contre 46 mg/L pour le PZ2). L'exploitant a notifié ne pas être sûr que les piézomètres PZ1 et PZ2 aient bien été inspectés lors de l'intervention du prestataire qui a installé les piézomètres PZ3 et PZ4 (alors que c'était prévu dans le devis).

L'exploitant justifiera de l'inspection des piézomètres PZ1 et PZ2 et se positionnera sur les concentrations mesurées en MES lors de la prochaine campagne de prélèvement. Une carte indiquant les isopièzes, le sens d'écoulement et les quatre piézomètres doit être intégrée aux prochains rapports.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 7 : Forage AEP de Marray

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2024, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 24/10/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 01/04/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend attache avec le gestionnaire du forage AEP de Marray afin qu'une vérification des variations des niveaux piézométriques au niveau de la sonde du forage AEP soit effectuée en parallèle du prélèvement effectué au sein du site. Les résultats de cette vérification sont transmis à l'inspection des installations classées dans le mois suivant la notification du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection précédente du 24 octobre 2024, il avait été constaté que la vérification des variations des niveaux piézométriques au niveau de la sonde du forage AEP de Marray n'avait pas été réalisée.</p> <p>Par courrier du 8 avril 2025, l'exploitant a indiqué avoir formulé la demande auprès du gestionnaire du forage AEP de Marray pour avoir confirmation et être en attente de son retour. Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué que la vérification avec le forage AEP de Marray n'avait pas encore été effectuée mais a fourni une copie des échanges qui ont eu lieu avec le gestionnaire du forage. L'exploitant a précisé la nécessité d'un premier passage pour étalonnage des sondes et a indiqué que la vérification serait normalement faite lors du prochain passage du technicien effectuant le relevé des piézomètres (en novembre).</p> <p><u>Le constat de la visite précédente est reporté: la vérification des variations des niveaux piézométriques au niveau de la sonde du forage AEP de Marray n'a pas été réalisée.</u></p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 8 : Consommation en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2024, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 24/10/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 01/04/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journallement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m3/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection précédente du 24 octobre 2024, il avait été constaté que le dispositif de mesure totalisateur des prélèvements en eau n'était pas relevé conformément à la fréquence prescrite par l'article sus-visé.</p> <p>Par courrier du 8 avril 2025, l'exploitant a indiqué qu'un compteur électronique va être installé en juin 2025 afin d'avoir un relevé automatisé et précis, non pas lié aux nombres d'heures de fonctionnement mais au fonctionnement réel du forage. Il a précisé que ce compteur permettra d'avoir un relevé quotidien et/ou hebdomadaire comme prescrit dans l'arrêté préfectoral.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, le compteur a été constaté. Celui-ci indique le nombre d'heure du fonctionnement du forage et le volume prélevé (le jour de la visite : 1 heure de fonctionnement pour 17 m3 prélevé).</p> <p>L'exploitant ne dispose actuellement pas de registre où sont consignés les volumes prélevés. Les volumes (du forage, de la pompe lavage ...) sont notifiés sur une fiche chaque semaine.</p> <p><u>Les relevés des prélèvements en eau ne sont pas consignés sur un registre.</u></p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 9 : Diagnostic des prélèvements et rejets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/05/2024, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Le diagnostic, défini à l'article 2, précisant les mesures qui peuvent être prises pour limiter les prélèvements d'eau et les rejets dans le milieu, est envoyé à l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas six mois après notification du présent arrêté. L'entreprise établit un calendrier des opérations d'économie de prélèvement et de limitation des rejets et de gestion de crise. Ce calendrier est transmis à l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas neuf mois après notification du présent arrêté. Il est accompagné d'une analyse technico-économique des opérations décrites.
Constats : Suite à un courrier de relance de l'Inspection du 3 avril 2025, l'exploitant a transmis par courriel du 5 juin 2025 son « diagnostic des prélèvements et rejets d'eaux dans la perspective de mise en place de dispositions de restriction des usages de l'eau et des rejets dans les milieux sur le site ». Ce document doit faire l'objet d'une instruction par l'Inspection. <u>Pas d'écart constaté.</u>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Bassins de décantation et d'eaux claires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2024, article 9.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 24/10/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 01/04/2025
Prescription contrôlée : Dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'Inspection des installations classées les éléments justifiant de l'étanchéité de ces bassins.
Constats : Lors de la visite d'inspection précédente du 24 octobre 2024, il avait été constaté que les

éléments justifiant de l'étanchéité des bassins n'avaient pas été transmis.

Par courrier du 8 avril 2025, l'exploitant a transmis le procès-verbal de détermination du coefficient de perméabilité de l'argile (boue de lavage) mise en place en fond des bassins afin d'assurer leur étanchéité. Il précise que la conclusion de ce procès-verbal est que les boues sont très peu perméables.

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué que le bassin de décantation venait d'être curé.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Stockage de floculants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2024, article 9.1

Thème(s) : Autre, Traitement des matériaux

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 24/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 01/04/2025

Prescription contrôlée :

Le stockage de floculants, réalisés sous forme de poudre ensaché, se fait à l'abri des pluies météoriques, sur une dalle étanche, dans un local verrouillé, sans jamais excéder 1000 kg.

Constats :

Lors de la visite d'inspection précédente du 24 octobre 2024, il avait été constaté que la quantité maximale de floculants stockés n'était pas respectée.

Par courrier du 8 avril 2025, l'exploitant a indiqué qu'une demande de modification de la quantité stockée serait faite pour passer de 1 tonne à 3 tonnes compte tenu de la logistique qui leur est imposée.

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué que le porter à connaissance devrait être fourni d'ici la fin d'année 2025. Il a précisé que ce porter à connaissance intégrerait également d'autres demandes de modifications (en plus de celle relative à la quantité de floculants stockés).

Le constat de la visite précédente est reporté : la quantité maximale de floculants stockés n'est pas respectée. L'exploitant veillera à ce que le porter à connaissance comporte, en plus du descriptif des modifications sollicitées, un positionnement vis-à-vis de l'article R.181-46 du Code de l'environnement ainsi qu'un descriptif des impacts supplémentaires (en termes de risques chroniques ou de dangers supplémentaires).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 12 : Suivi des retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2024, article 3.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Air

Prescription contrôlée :

Un réseau de mesures des retombées de poussières dans l'environnement est mis en place suivant l'emplacement des stations de mesures défini à l'article 27 et présenté en annexe du présent arrêté.

En fonction de l'avancement de l'exploitation et de sa configuration, le suivi des retombées de poussières est effectué sur l'ensemble des stations de mesures de type (b) et (c), ou sur une partie d'entre elles seulement. Ce choix sera alors précisément expliqué et justifié dans le bilan annuel prévu à l'article 25 du présent arrêté.

Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées de poussières. Le respect de la norme NF X 43-014 (2003) dans la réalisation de ce suivi est réputé garantir la représentativité des échantillons prélevés et assurer la justesse et la traçabilité des résultats.

Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m²/jour.

Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.

L'objectif à atteindre est de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.

Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur objectif définie ci-dessus, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.

Constats :

Lors de la visite d'inspection, le rapport de suivi environnemental relatif aux mesures des retombées atmosphériques effectuées du 26/05/2025 au 24/06/2025 a été consulté.

Les prélèvements ont été effectués à partir de jauges et sur trois points de mesures.

Les quantités de poussières mesurées sont de 187,6 mg/m²/j pour le point témoin, de 95,4 mg/m²/j pour le point "riverain" et de 126,6 mg/m²/j pour le point en limite.

Les moyennes annuelles glissantes ont été calculées avec les mesures précédentes (1er trimestre 2025 et deuxième semestre 2024) : l'objectif de 500 mg/m²/j n'est pas dépassé (valeur maximale de 144 mg/m²/j).

L'exploitant a indiqué avoir repassé la fréquence de mesures en trimestrielle suite au nouvel arrêté préfectoral de renouvellement et d'extension.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Déchets inertes admissibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2024, article 1.7.7.4.2
Thème(s) : Autre, Remise en état
Prescription contrôlée : <p>Les déchets d'extraction inertes internes au site (résidus, stériles et morts-terrains) sont prioritairement employés pour la remise en état du site lors du remblaiement. Lorsqu'il est réalisé avec apport de matériaux extérieurs, ceux-ci doivent être effectués avec des déchets ultimes non recyclables à un coût économiquement acceptable, qui devront être préalablement triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes.</p> <p>Seuls les déchets inertes suivants peuvent être utilisés pour le remblayage de la carrière : cf. liste dans AP. [...] Les déchets d'enrobés bitumineux ne pourront être acceptés que s'ils font l'objet d'un test de détection pour s'assurer qu'ils ne contiennent pas de goudron. Ces tests doivent faire l'objet d'un enregistrement.</p>
Constats : <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué avoir accueilli seulement des terres et cailloux (17 05 04) pour le remblaiement de la carrière.</p> <p>Aucun déchet inerte destiné au recyclage n'est entré sur site (activité pas encore initiée).</p> <p><u>Pas d'écart constaté.</u></p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Justification des sources d'approvisionnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2024, article 1.7.7.4.2
Thème(s) : Autre, Remise en état
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 24/10/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 01/04/2025
Prescription contrôlée : <p>Dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les éléments justifiant des sources d'approvisionnement des déchets inertes destinés au remblayage de la carrière et la garantie de celles-ci sur la durée totale de l'autorisation.</p>
Constats :

Suite à la visite d'inspection précédente du 24 octobre 2024, il avait été constaté que les éléments justifiant des sources d'approvisionnement n'avaient pas été transmis à l'inspection. Par courrier du 8 avril 2025, l'exploitant a indiqué qu'en 2024, le tonnage extrait de la carrière est de 56 000 tonnes (35 000 m³) pour un tonnage de déblais inertes accueilli de 28 000 tonnes (23 000 m³) auquel il faut ajouter les 7000 tonnes d'argiles (6000 m³) restant sur site après le lavage des matériaux. Il a précisé que l'écart entre ce qui sort et ce qui entre est de 6000 m³ mais que la place disponible actuellement ne permet pas d'accueillir plus de déblais. Par ailleurs, l'exploitant a transmis une étude des sources d'approvisionnement et des capacités d'accueil dans le secteur sur les 20 prochaines années (« Note sur l'accueil de matériaux extérieurs » - version 1 - Avril 2025). Il est indiqué en préambule de la note que celle-ci a pour but de démontrer que la carrière est en mesure d'accueillir les 200 000 tonnes/an de matériaux inertes extérieurs dans le cadre de la remise en état.

Cette note identifie :

- Le périmètre de chalandise mobilisable pour l'apport de matériaux inertes extérieurs ;
- La production de déchets dans le territoire identifié ;
- La liste des carrières situées dans un rayon de 50 kilomètres autour du site et autorisées à recevoir des matériaux inertes pour le remblayage ;
- Des estimations et projection (2035 et 2045) de la capacité d'accueil de matériaux inertes extérieurs.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Quantité admise de déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2024, article 1.7.7.4.2

Thème(s) : Autre, Remise en état

Prescription contrôlée :

Les apports de matériaux extérieurs, pour le remblaiement de l'excavation (opération de valorisation des déchets), sont limités au maximum à 250 000 tonnes/an (quantité moyenne de 200 000 tonnes/an). Ils peuvent être stockés temporairement en dehors de la fosse, sur une aire aménagée et dédiée à cet effet, dans l'attente de leur mise en remblai, pour une durée n'excédant pas un an.

L'activité de recyclage de matériaux extérieurs (béton ...) est limitée au maximum à 50 000 tonnes/an (35 000 tonnes/an en moyenne). Ces matériaux sont stockés sur la station de transit.

Constats :

Les quantités annuelles de matériaux entrants destinés à être remblayés sur le site, déclarées par l'exploitant sur GEREP, sont les suivantes :

- 2024 : 28 480 tonnes de terres et cailloux ;
- 2023 : 15 350 tonnes de terres et cailloux ;
- 2022 : 14 270 tonnes de terres et cailloux ;
- 2021 : 23 310 tonnes de terres et cailloux.

La quantité maximale d'apport de matériaux extérieurs pour le remblaiement de l'excavation est respectée.

L'exploitant a indiqué que depuis le début de l'année 2025, 28 000 tonnes de déchets inertes entrants ont été accueillies.
Par ailleurs, il a précisé que pour le moment, l'activité de recyclage n'a pas encore été initiée sur le site.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Procédure d'admission écrite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2024, article 1.7.7.4.3

Thème(s) : Autre, Remise en état

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place une procédure d'admission écrite des déchets extérieurs admis en remblai, dans laquelle est notamment précisée la liste des matériaux conformes, ainsi que la procédure de refus en cas de matériaux non-conformes. Cette procédure est parfaitement connue du personnel chargé de l'accueil et de la gestion des matériaux sur le site jusqu'à leur mise en remblai.

Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation, lors du déchargement et lors du régilage des déchets afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé. Les matériaux extérieurs au site sont déposés sur une aire de réception qui permet de contrôler visuellement la nature des matériaux. Cette aire peut être déplacée suivant le phasage de l'exploitation du site. Elle fait l'objet d'un affichage particulier et de délimitations permettant de la situer.

Dans le cas où des déchets non autorisés (plastiques, métaux, bois, etc.) sont détectés, ceux-ci sont triés et disposés dans des bennes prévues à cet effet et installées à proximité immédiate. Ils sont éliminés vers des filières autorisées.

Constats :

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant avait en sa possession une version informatique de la procédure écrite d'admission des déchets inertes extérieurs. Cette procédure décrit les différentes étapes à mener pour l'acceptation des déchets inertes (vérification des documents d'acceptation préalable, vérification visuelle et olfactive à l'arrivée, vérification au déchargement ...).

L'exploitant n'a pas retrouvé cette procédure affichée au sein du local mais a indiqué son intention de la réimprimer en vue de son réaffichage.

Un contrôle visuel par caméra est effectué au moment de l'entrée des déchets inertes sur la carrière (caméra au niveau du pont bascule) ainsi qu'au niveau de l'aire de déchargement des déchets. L'exploitant a indiqué avoir déjà eu des refus d'admissions nécessitant une recharge de déchets (présence de ferraille ou de gaine dans les terres).

L'aire de décharge des déchets a été vue au cours de la visite du site, celle-ci est indiquée par une pancarte.

Pas d'écart constaté.

N° 17 : Procédure d'acceptation préalable des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2024, article 1.7.7.4.3

Thème(s) : Autre, Remise en état

Prescription contrôlée :

L'exploitant de la carrière met en place une procédure d'acceptation préalable afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation, a minima :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- l'origine des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets (en référence à l'annexe de la Décision n° 2000/532/CE du 03 mai 2000) ;
- la quantité de déchets concernée en tonnes ;
- le traitement et/ou les opérations réalisés sur les déchets ;
- le cas échéant, la valeur des paramètres du contenu total et les résultats des tests de lixiviation effectués en application de l'annexe II de l'arrêté du 12 décembre 2014.

Constats :

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a fourni un exemple de document d'acceptation préalable des déchets inertes (DAP n°0525010026).

La trame du DAPDI permet la consignation des éléments suivants :

- les informations relatives au producteur : raison sociale, SIRET, adresse, personne à contacter, localisation du chantier associée aux coordonnées géographiques, précision sur la provenance des matériaux (notamment si ceux-ci proviennent d'un site référencé BASIAS ou BASOL) ;
- les informations relatives au transporteur : raison sociale, SIRET, N° réception, adresse, coordonnées, personne à contacter ;
- les informations relatives au destinataire : raison sociale, adresse, personne à contacter ;
- les informations relatives à l'identification du déchet : code déchet et quantité estimée (en tonne) ;
- un ensemble d'engagement concernant l'apport de déchets inertes ;
- deux cadres dédiés à la signature du producteur (nom, date et signature) et au destinataire (nom, date et signature).

La trame de la DAP ne permet pas le traçage des éléments d'appréciation concernant le traitement et/ou les opérations réalisés sur les déchets. L'exploitant a précisé que celles-ci correspondent soit au remblayage pour les terres soit au recyclage pour les autres déchets inertes (l'activité de recyclage n'étant pas encore initiée). L'identification du casier de remblayage est cependant indiquée sur le bon de décharge.

Il est à noter que sur l'exemplaire de DAPDI fourni, les informations relatives au transporteur ne sont pas renseignées, à l'exception de sa raison sociale. Cependant, ces informations manquantes sont indiquées automatiquement sur le bon de décharge. L'exploitant envisage de mettre en place un système informatisé pour le remplissage des DAPDI.

En attendant qu'une version informatisée des DAPDI soit mise en place, l'exploitant veillera à

<u>disposer de l'ensemble des éléments d'appréciation nécessaires.</u>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 18 : Accusé de réception des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2024, article 1.7.7.4.3
Thème(s) : Autre, Remise en état
Prescription contrôlée : En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé de réception au producteur des déchets sur lequel sont mentionnés a minima : <ul style="list-style-type: none"> •le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ; •le nom et l'adresse du transporteur et, le cas échéant, son numéro SIREN ; •le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets(en référence à l'annexe de la Décision n° 2000/532/CE du 03 mai 2000) ; •la quantité de déchets admise ; •la date et l'heure de l'accusé de réception.
Constats : Lors de la visite d'inspection, par sondage, un bon de décharge (accusé de réception des déchets inertes) a été consulté. Celui-ci permet le traçage des éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> - Date et heure de pesée ; - Informations relatives aux clients : nom et adresse ; - Identification du chantier ; - Informations relatives au transporteur (nom, SIRET, adresse, type de véhicule) ; - Quantité, dénomination et code déchets ; - Numéro de référence du DAP ; - Bloc de signature pour le transporteur et le client. Il est à noter que sur le bon de décharge consulté (n°05.05010564.01), il est notifié un code déchet "20 02 02" pour les terres admises alors que sur le DAPDI correspondant (0525010026) le code déchets renseigné est 17 05 04.
<u>L'incohérence du code déchets entre le bon de décharge et le DAPDI correspondant est à justifier.</u>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 60 jours

N° 19 : Traçabilité des terres excavées

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/09/2025, article R.541-43-1

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets inertes

Prescription contrôlée :

II. Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données.

[...] Les personnes s'étant acquittées de l'obligation de transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre prévu au I.

Constats :

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant disposait d'une extraction des déclarations d'admissions des terres faites au RNDTS, aucun autre type de déchets inertes n'ayant été admis pour le moment.

Sur la plateforme VigieDéchets, il est indiqué pour l'année 2024, un total de 645 déclarations au titre du registre national.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Plan de remblayage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2024, article 1.7.7.4.3

Thème(s) : Autre, Remise en état

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un plan topographique. Ce plan coté en plan et en altitude permet de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre pré-cité (maillage de 30 mètres sur 30 mètres maximum).

Constats :

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué à l'Inspection que les casiers de remblais sont représentés sur les plans d'exploitation annuels.

Le plan d'exploitation mis à jour au 10 octobre 2024 a été consulté : les casiers sont bien identifiés en bleu sur le plan (par un quadrillage de 1 à 23 et de D à Q).

L'exploitant a précisé que le maillage est de 25 mètres par 25 mètres .

Pas d'écart constat.

Type de suites proposées : Sans suite